

Le Capital doit payer

La journée de grève interprofessionnelle du 7 septembre est une étape importante de la mobilisation contre la casse des retraites. Mais la question qui se pose maintenant, c'est celle des suites à donner à cette journée. A nous de construire un mouvement social d'ampleur, le blocage de l'économie et du pays, pour que le gouvernement retire son projet.

L'affaire Woerth montre au grand jour les liens unissant gouvernement et patronat. Ce sont ces mêmes liens qui motivent le projet actuel de casse des retraites. Ce projet n'a en effet qu'un seul but : nous faire travailler toujours plus longtemps et nous laisser des retraites misérables. C'est tout bénéf pour le patronat qui n'est pas du tout mis à contribution.

Mais plusieurs signes montrent que le gouvernement n'est pas si sûr de son coup et que rien n'est joué aujourd'hui.

Il a tenté cet été de lancer des écrans de fumée en multipliant les déclarations sécuritaires et racistes, en désignant un nouveau bouc émissaire : les Roms. Les manifestations massives du 4 septembre contre la xénophobie d'État montrent que les travailleurs ne se laissent pas bernier. Reste maintenant à faire en sorte que ce ras-le-bol contre ce gouvernement raciste au service du patronat débouche sur un mouvement d'ampleur.

Poursuivre, amplifier et radicaliser la mobilisation

Les confédérations syndicales refusent pour le moment d'appeler à une nouvelle date de grève interprofessionnelle après le 7. Si l'on veut gagner, c'est à nous de nous organiser. Partout où c'est possible, il faut organiser des assemblées générales de salarié-e-s pour décider ensemble des suites à donner au 7. Dans certains secteurs professionnels (RATP,

SNCF, Éducation, Impôts...), la grève reconductible est en débat et pourrait démarrer par endroits. Il faut s'appuyer sur ces secteurs pour généraliser la mobilisation, que ce soit par la grève, des manifestations, des débats, des actions, etc.

Les collectifs unitaires contre la casse des retraites existants dans certaines villes vont également avoir un rôle crucial dans la période à venir pour populariser la mobilisation et soutenir les grèves.

Tout est bon à prendre pour faire en sorte que les salarié-e-s s'engagent dans un mouvement interprofessionnel, avec l'objectif d'un blocage de l'économie et du pays.

La retraite à 55 ans pour toutes et tous, pour ne pas perdre nos vies à la gagner !

Mais s'il y a urgence à construire la mobilisation, il ne faudrait pas pour autant oublier d'être clair sur les buts de celle-ci. La CFDT a d'ores et déjà annoncé à son congrès en juin qu'elle trahira dès que le gouvernement donnera quelques garanties sur la pénibilité. Les communiqués de l'intersyndicale nationale sont plus que flous en terme de revendications. Les bureaucraties syndicales et les organisations réformistes, qui cherchent à aménager le capitalisme, ne parlent presque que de l'allongement de l'âge minimum de départ de 60 à 62 ans (et de 65 à 67 pour une retraite à taux plein).

Mais s'il faut toujours cotiser 41,5 ans pour avoir une retraite à taux plein, bien des salarié-e-s ne pourront pas totaliser cette durée, notamment celles et ceux qui ont une carrière avec des interruptions comme les femmes ou qui font un métier trop pénible comme les ouvrier-e-s.

Ces organisations sont en train de se ménager une porte de sortie : si le gouvernement maintient l'âge de départ à 60 ans mais ne revient pas sur le reste de la réforme, elles sortiront la tête haute mais il s'agira bel et bien d'une régression sociale pour les salarié-e-s. Ce qu'il faut exiger, c'est le retrait total du projet et la retraite à 55 ans à taux plein pour toutes et tous. Pour la financer, dégraissons le capital !

Gagner cette lutte est important pour changer durablement le rapport de force social en France.

Mettons une bonne claque au gouvernement et au patronat.

Grève générale contre le capital !

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

6 septembre 2010

Le mensuel
disponible
en kiosque



- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....